



RENDU EXECUTOIRE LE

**12 JAN. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 086-228600011-20221227-23\_A\_SE\_0022-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0022**

du **27 DEC. 2022**

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation pour l'année 2023

du tarif hébergement pour les bénéficiaires de  
l'aide sociale à l'EHPAD "Résidence Porte du  
Martray" de LOUDUN géré par ARPAVIE

## **LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne n°2005 DISS/SE-102 du 8 juin 2005 portant habilitation partielle de la MAPAD « Résidence Porte du Martray » de LOUDUN à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-SE-0015 relative à l'habilitation partielle de l'EHPAD "Résidence Porte du Martray" de LOUDUN à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement du 24 juin 2022 complétant l'arrêté susvisé ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget départemental primitif 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** La prestation relative à l'hébergement des personnes âgées, remboursable à l'EHPAD "Résidence Porte du Martray" de LOUDUN pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixée, **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à :**

**54,00 € par jour**

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

.../...

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 27 DEC. 2022

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON